PRESS RELEASE



COMMUNIQUÉ

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

PUBLIER IMMEDIATEMENT VENDREDI, LE 20 MARS 1964.

No 19

Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures,
M. Paul Martin, accompagnera la délégation canadienne à la
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
qui doit s'ouvrier à Genève (Suisse) le 23 mars, et sera
présent à la réunion inaugurale des ministres des pays
participants. M. Martin doit se rendre à Genève le 21 ou
le 22 mars et retournera au Canada à la fin de la semaine.
Le chef permanent de la délégation canadienne est M. L.
Dana Wilgress.*

La Conférence, qui se poursuivra jusqu'à la mi-juin, se réunit sous les auspices des Nations Unies afin de rechercher des solutions aux problèmes du commerce et du développement des pays économiquement peu évolués. Tous les membres de l'ONU et des institutions spécialisées ont été invités et l'on estime que la Conférence réunira quelque 1,500 participants et observateurs. Le 23 mars, la Conférence sera déclarée officiellement ouverte par le secrétaire général des Nations Unies, M. Thant. Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures sera au nombre des orateurs qui prendront la parole le lendemain.

. . . 2

La nomination de M. Wilgress a été annoncée par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures le 31 janvier.

La convocation d'une conférence sur le commerce et le développement, décision qui a été approuvée par l'Assemblée générale en 1962, reflète la conscience plus vive qu'ont les pays du monde du rôle joué par le commerce international pour le progrès économique et social, et de l'importance d'une coopération internationale qui contribuerait à résoudre les problèmes du commerce des pays insuffisamment développés. L'aide économique fournie par des pays industrialisés comme le Canada a joué et continuera de jouer un rôle essentiel à l'endroit des pays peu développés. Ces pays cherchent maintenant à accroître les recettes de leurs exportations afin d'accélérer leur développement économique et d'élever leur niveau de vie.

Au cours de l'année écoulée, un comité préparatoire composé de représentants de 32 pays, dont le Canada, a établi la liste des problèmes à examiner à la Conférence et a suggéré des lignes de conduite propres à amener des solutions. La Conférence étudiera les moyens pour les pays peu développés de bénéficier davantage de l'expansion du commerce mondial. Elle se prononcera sur des propositions visant à supprimer les obstacles aux échanges internationaux de produits de base et à stabiliser les prix mondiaux des denrées. Les pays sous-développés ont manifesté le désir d'accroître leurs exportations de produits transformés, semi-ouvrés et ouvrés pour augmenter leurs recettes provenant de cette source et diversifier leur économie. Ils ont demandé l'adoption de mesures internationales pouvant les aider à résoudres les

. . . 3

difficultés qu'entraîne une insuffisance de recettes d'exportation. Dans ce domaine comme dans d'autres, on cherche à établir, au sein des Nations Unies, des mesures coopératives pour accélérer, grâce au commerce international, l'essor des pays sous-développés. Une telle coopération s'impose pour que le progrès s'accomplisse à un rythme assez rapide et de manière à restreindre les problèmes et les ajustements qui en résultent pour l'économie des pays évolués.

Les délégations du Commonwealth à la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement participeront à une réunion préliminaire à Londres, les 19 et 20 mars, afin de se préparer à la Conférence. Le haut-commissaire du Canada à Londres, M. Lionel Chevrier, représentera le Canada à cette réunion; il sera assisté de M. L.D. Wilgress.